

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 1<sup>er</sup> décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TITANOBEL**

ETABLISSEMENT DE VONGES

Route de Pontailler

21270 Vonges

Références : 0005401343/2023-384

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 Vonges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TITANOBEL
- Route de Pontailler 21270 Vonges
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est classé SEVESO Seuil Haut.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi mise en demeure du 3 décembre 2021 ;
- Exercice POI.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- Le nom donné au point de contrôle ;
- La référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- Si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- La prescription contrôlée ;
- À l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'Opération Interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.7.2	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite APMD	AP de Mise en Demeure du 03/12/2021	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions correctives permettant de respecter les prescriptions des articles 7.6.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 et donc de respecter l'arrêté de mise en demeure du 3 décembre 2021.

L'exercice POI a mis en évidence l'absence de structuration et d'organisation dans la POI du poste de commandement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suite APMD**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/12/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société TITANOBEL SAS, exploitant une installation de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques sise sur le territoire des communes de Vonges (21270) et de Lamarche sur Saône (21760), est mise en demeure dans un délai de 6 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté de respecter les articles 7.6.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 susvisé pour ses activités au brûloir.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection en date du 28 octobre 2021, un arrêté de mise en demeure en date du 3 décembre 2021 a demandé à l'exploitant de respecter les articles 7.6.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 dans un délai de 6 mois. L'inspection des installations classées a réalisé les 13 septembre 2022 et 9 novembre 2023 des inspections visant à vérifier le respect des articles susmentionnés.  <u>Article 7.6.1 de l'arrêté du 25/08/2015</u>

## Constats 2022

Lors de l'inspection du 28 octobre 2021, il avait été demandé à l'exploitant d'actualiser la note de dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie en spécifiant pour toutes les activités et locaux, notamment les locaux périphériques ou éloignés des zones principales du site, les moyens mis à disposition pour intervenir rapidement en cas d'incendie. Si les moyens ainsi identifiés s'avéraient insuffisants, l'exploitant devait prévoir des moyens complémentaires (associés à un échancier de mise en place).

Le jour de la rédaction du présent rapport, l'exploitant n'a pas transmis de note actualisée.

## Constats 2023

L'exploitant a transmis en date du 17 novembre 2022 la note de dimensionnement incendie. Le site est découpé en différents secteurs. Pour chaque secteur, il est indiqué l'environnement (bassin, rivière, bois, bâtiments Titanobel et extérieurs), les organes de sécurité (zones de 100 et 200m, poteau incendie, point de rassemblement, local pompier, etc.), les organes de coupures et les accès au site (accès principal et secondaires). Cette note précise également les moyens qui seront mis en place en 2023. L'exploitant précise également les débits des poteaux incendie qui ont été mesurés lors de la campagne de mesures de 2021.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un code couleur est mis en place sur le terrain afin d'indiquer si le poteau peut fournir 60 m<sup>3</sup>/heure à 1 bar. Ces éléments ne sont pas repris dans la notice.

De plus l'exploitant a retenu dans la notice de dimensionnement incendie, les poteaux ne fournissant pas 60 m<sup>3</sup>/heure à 1 bar. Par exemple, les débits des poteaux 25, 26, 27 et 28 du secteur champs Passy sont compris entre 40 et 52 m<sup>3</sup>. Ces poteaux ne doivent pas apparaître comme permettant de répondre efficacement à la lutte incendie. **Seuls les poteaux disposant d'un minimum de 60 m<sup>3</sup>/heure à 1 bar sont à identifier dans la notice de lutte incendie.**

**La transmission en date du 17 novembre 2022 de la notice de lutte incendie permet de répondre aux prescriptions de l'article 7.6.1 de l'arrêté du 25/08/2015 et donc de respecter l'arrêté de mise en demeure du 3 décembre 2021.**

## Article 7.6.3 de l'arrêté du 25/08/2015

## Constats 2022

**Cette prescription a déjà été contrôlée lors de l'inspection du 28 octobre 2021. L'exploitant a complété ses équipements de sécurité incendie du brûloir. Ils sont précisés ci-dessous.**

Le jour de l'inspection, il est constaté au brûloir :

- La présence d'une réserve incendie posée sur une plateforme stabilisée et équipée d'une aire d'aspiration en entrée du brûloir. La réserve a été percée la veille par un caillou projeté lors d'une opération de débroussaillage ; elle est donc inopérante ;
- La présence d'un poteau incendie et d'un RIA au niveau du brûloir. Le poteau est bien alimenté en eau avec une pression forte. Les différents raccords sont compatibles. Néanmoins, le tuyau souple de raccord entre la sortie du poteau et le RIA est pincé à différents endroits lors de la mise en pression. Plusieurs fuites au niveau des raccords sont visibles.
- Deux vannes sont présentes et sont différenciées par leur couleur. Aucune pancarte ne signale leur rôle et le sens dans lequel elles doivent être manipulées.
- Une sortie de réseau d'eau est également présente du côté du cabanon de contrôle et de la cuve. Cette sortie n'est pas utilisable en l'état et ne disposerait pas, selon l'exploitant,

d'un débit suffisant (sortie peinte en vert). Pour éteindre un départ d'incendie côté cabanon, il est donc nécessaire d'utiliser le RIA situé de l'autre côté du merlon.

- La zone où se situent ces différents équipements n'est pas débroussaillée.
- L'exploitant ne connaît pas la dernière date de vérification de ces équipements, ni de leur maintenance.

#### Constats 2023

L'exploitant a mis en place une réserve d'eau de type « bache souple » d'un volume de 120 m<sup>3</sup> à proximité de la route et à environ 90 mètres de l'entrée du brûloir. Cette réserve est entièrement clôturée avec un grillage d'une hauteur d'environ 1m60. La prise d'aspiration pour les pompiers est située en dehors de la clôture, à proximité immédiate d'une aire de stationnement. L'inspection des installations classées a constaté une hauteur de la réserve d'eau d'environ 1m55.

Sur le site du brûloir sont également présents :

- Un extincteur de 9 kg (n°723) dans la cabane de pilotage, vérifié en août 2023 ;
- Un extincteur de 2kg dans le manitou, vérifié également en août 2023 ;
- D'un poteau incendie et d'un RIA. Un tuyau souple permet de relier le RIA au poteau incendie. L'exploitant a réalisé la connexion entre le RIA et le poteau incendie ;
- Les trois vannes d'alimentation en eau sont identifiées : soles du brûloir, RIA et purge.

**Les constats réalisés par l'inspection des installations permettent de vérifier le respect des prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté du 25/08/2015 et donc de respecter l'arrêté de mise en demeure du 3 décembre 2021.**

#### **Observations :**

**L'exploitant devra cependant continuer la mise à jour des données figurant dans ce plan de lutte incendie, notamment :**

- Indiquer la mise en place effective des réserves souples en eaux ;
- Faire apparaître seulement les poteaux incendie disposant d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/heure à 1 bar ;
- Mettre en place des moyens complémentaires dans les zones où les moyens sont insuffisants ;
- Indiquer le code couleur mis en place au niveau des poteaux incendie.

**L'exploitant met en place un indicateur de niveau qui permet de s'assurer en permanence qu'un volume de 120 m<sup>3</sup> est disponible.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Plan d'Opération Interne (POI)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en œuvre du POI

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu d'établir un Plan d'Opération Interne (POI) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées a informé l'exploitant qu'un exercice POI serait réalisé lors de cette visite d'inspection en amont mais le déroulé du scénario n'a pas été communiqué.

L'exploitant a donc découvert le scénario au fur et à mesure de l'exercice.

Cet exercice POI avait pour objectifs de :

- Tester la connaissance du POI par le personnel Titanobel ;
- Tester la mise en place de l'organisation POI (terrain, salle de crise, poste de garde) ;
- Tester la mise en œuvre des moyens de secours interne ;
- Tester les moyens de communications interne et avec DREAL.

**Les constats sont reportés en** partie confidentielle.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites